



PROTECTED AREAS IN-SIGHT

THE JOURNAL OF THE EUROPARC FEDERATION

De nouvelles voix,
de nouvelles visions,
de nouvelles valeurs
pour la population et la nature

Imprint

Editeur: EUROPARC Federation 2017, www.europarc.org

Comité de Rédaction: EUROPARC Directorate, office@europarc.org
Waffnergasse 6, 93047 Regensburg, Germany

Conception mise en page: Václav Hřaba

Pression: Printed in recycled paper by Kartenhaus Kollektiv –
Graphische Dienst GmbH

Co-funded by the European Commission

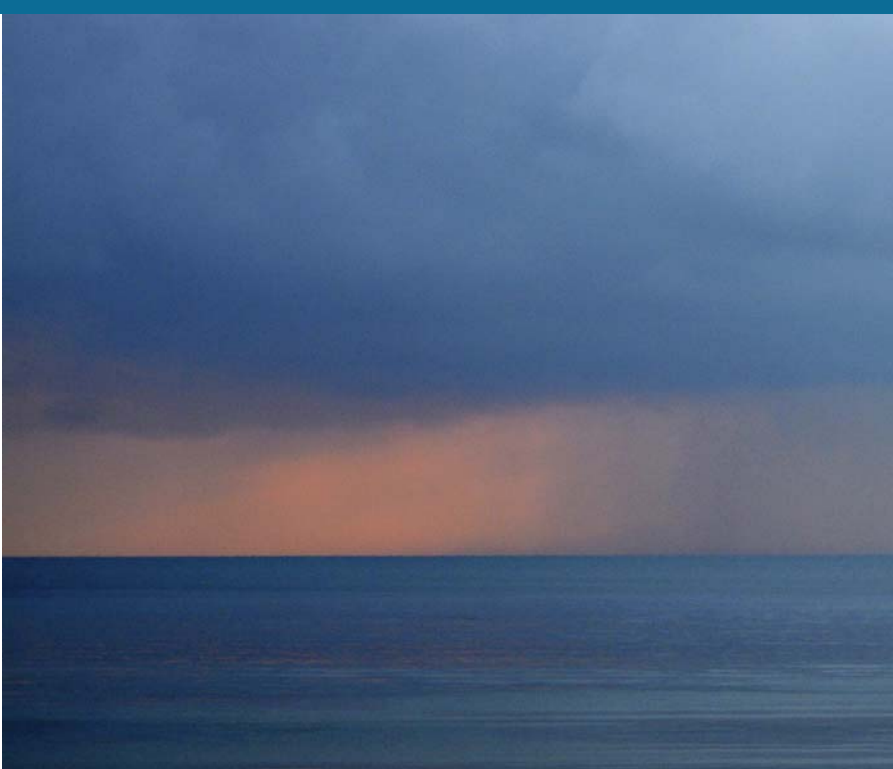
The production of this publication has been supported financially in the framework of the European Commission's (Directorates-General Environment and Climate Action) LIFE + funding programme of operating grants for European Environmental NGOs. The content of this publication does not reflect the official opinion of the European Union. Responsibility for the information and views expressed in the publication lies entirely with the authors.



Partially funded by the EU Regional Development Fund
Through the INTERREG Europe IMPACT project.



Many thanks to all those who have contributed to this edition.



Cover photo:
Magic Mountains (Montanhas Mágicas), Portugal.

Pour plus d'informations:

www.montanhasmagicas.pt



PROTECTED AREAS IN-SIGHT

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION EUROPARC



La **Fédération EUROPARC** représente les aires protégées et les organisations gouvernementales dans 37 pays, qui gèrent eux-mêmes les joyaux verts de la terre, de la mer, des montagnes, des forêts, rivières et patrimoine culturel.

La nature ne connaît pas de frontières et EUROPARC facilite donc la coopération internationale tous les aspects de la gestion des aires protégées. Par le réseautage, faire avancer la politique et la pratique, partager les meilleures pratiques et développer de nouvelles solutions aux défis de gestion - nous voulons offrir une Nature Durable: Valorisée par les gens et assurer la valeur des aires protégées est reconnue au cœur de l'Europe.

Pour plus d'informations : www.europarc.org



Conten

Editorial	5
Spécial : Project IMPACT	6
Le temps est-il venu de remplacer les plans de gestion axés sur la conservation par de nouveaux modèles de gestion ?	7
Andalousie : promotion de plans de développement durables (SDP) depuis 1989	8
Une ONG fait office d'intermédiaire neutre entre les autorités environnementales et les parties prenantes locales	10
Protéger la mer	12
Protéger la terre	
Promotion d'espaces ouverts avec des agriculteurs dans un parc forestier en tant que moyen d'augmenter la biodiversité	14
Working together	
Maintien de la paix dans les montagnes du Snowdonia	18
Politique européenne	
Plan d'action de l'UE pour la nature, les populations et l'économie	18
Living Landscapes	
En quoi les parc régionaux et naturels profitent-ils à l'Europe ?	20
Spécial : « Surtourisme »	
Les espaces protégés sont-ils à présent victimes de leur succès ?	21
Faut-il fixer des limites ?	22
Résoudre le problème du « surtourisme » dans les espaces protégés	23
Mise en oeuvre de mesures directes et indirectes pour lutter contre le surtourisme : 7 idées émanant du parc national de l'archipel toscan, Italie	24
Limitation de l'impact en récompensant les visiteurs	26
Tourisme durable Positif pour les parcs, positif pour les populations	28
Spécial : De nouvelles voix, de nouvelles visions, de nouvelles valeurs	
Spiritualité écologique	30
Un idéal pour le changement	32
EUROPARC Conference 2018	34

De nouvelles voix, de nouvelles visions, de nouvelles valeurs pour la population et la nature en Europe

EUROPARC réunit des amoureux de la nature et des paysages venant de partout en Europe : l'idée est de voir en nos parcs bien plus que de simples espaces verts et de souligner leur importance dans le développement environnemental, social et économique. Telle a d'ailleurs été notre mission tout au long de l'année 2017 !

Actuellement, la société semble remettre en question ses valeurs fondamentales. Lors du séjour magique et inspirant qu'ils ont passé au beau milieu des montagnes portugaises, les membres d'EUROPARC se sont intéressés aux **NOUVELLES VOIX à écouter, aux NOUVELLES VISIONS à étudier et aux NOUVELLES VALEURS à ADOPTER.**

Nous sommes parvenus à la conclusion qu'avec un leadership politique éclairé et une gouvernance adaptée, les espaces protégés sont en mesure de promouvoir un modèle de société plus inclusif socialement, plus sain au niveau environnemental et plus viable économiquement. Pour en savoir plus sur le point de vue des orateurs qui ont pris la parole au cours de la conférence, Marina Silva et Monseigneur Francisco Frojan Madero, consultez cette édition et guettez la publication prochaine du rapport de conférence !

Nos parcs naturels, régionaux et paysagers ont fait l'objet d'une attention particulière en 2017 avec la publication de l'ouvrage « **Living Landscapes** » (Des paysages vivants). Nous ne saurions trop vous en recommander la lecture. Nous tenons à remercier l'Association des parcs naturels allemands (VDN) et tous ceux qui ont pris part au projet pour le travail merveilleux effectué. Pour répondre à leurs questions, EUROPARC compte bien organiser à l'avenir des réunions du réseau des parcs régionaux, naturels et paysagers. Vous pouvez télécharger ici une copie de cet ouvrage de référence.

Pour fonctionner correctement, EUROPARC doit pouvoir compter sur une coopération interrégionale et nous sommes fiers de prendre part au projet IMPACT. Une telle coopération est essentielle pour accélérer le processus d'apprentissage à la fois pour les différentes populations, et les différents parcs, régions, pays, ainsi que pour nous permettre de trouver des solutions plus rapides aux problèmes complexes. Financé par ERDF, le projet IMPACT Interreg Europe vise à améliorer le potentiel de

développement des espaces protégés en intégrant des activités économiques durables à leurs plans de gestion. L'objectif consiste à transformer les politiques de gestion, à promouvoir des activités productives au sein des espaces protégés sans sacrifier la conservation de la biodiversité. À travers le projet IMPACT, EUROPARC soutient le partage d'expériences, la collecte des études de cas, et promeut des projets internationaux. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez cette édition et visitez le site Web du projet.

Depuis bien longtemps, EUROPARC réussit à allier le travail réalisé par les espaces protégés au développement durable. C'est donc avec grand plaisir que nous avons pris part à diverses activités lors de l'Année internationale du tourisme durable en 2017. Parmi les temps forts, citons l'intervention vidéo du Secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, à la Conférence EUROPARC 2017, au cours de laquelle il a déclaré : « La Charte Européenne du Tourisme Durable constitue pour les espaces protégés un outil essentiel qui leur permet de mettre en œuvre les objectifs de développement durable des Nations unies et d'œuvrer pour le bien des générations actuelles et futures ».

Attardez-vous quelque peu sur notre journal qui présente quelques rapports spéciaux élaborés par notre réseau de tourisme durable. Profitez-en pour découvrir notre nouveau logo.

Le nouveau logo fait partie des initiatives visant à donner un coup de jeune aux communications EUROPARC, en plus de la nouvelle stratégie et des nouveaux outils disponibles sur le site Web. Partez par conséquent à la découverte des boîtes à outils et du programme du webinar. Aidez-nous à élargir notre public en nous rejoignant sans quitter le confort de votre écran !

En unissant nos forces, nous pouvons continuer à bâtir un réseau européen plus fort, doté d'une nouvelle vision, de nouvelles voix et de nouvelles valeurs, mieux armé pour soutenir nos membres et affronter les défis rencontrés par la nature en Europe.

Carol Ritchie
Directeur général
Fédération EUROPARC



Spécial : Project IMPACT



European Union
European Regional
Development Fund



HOW CAN WE EXPLOIT PROTECTED AREAS... without putting nature at risk?



IMPACT is an interregional cooperation project aimed at introducing new management models that promote biodiversity-proof economic activities in protected areas.



Ministry of Environment and Spatial Planning of Andalusia - Regional Government of Andalucía.



EUCC Baltic Office, Lithuania.



EUROPARC Federation, Germany.



National Institute for Research and Development in Tourism, Romania.



Molise Region, Italy.



Espaces naturels régionaux, France.

Regional administrations

Research Institutes

NGOs





Le temps est-il venu de remplacer les plans de gestion axés sur la conservation par de nouveaux modèles de gestion ?

Traditionnellement, les espaces protégés sont considérés comme des **entités spatiales statiques et isolées**, ayant pour seul objectif de **préserver les habitats et la biodiversité**. Cependant, les tendances actuelles visent à élargir cette vision en introduisant de nouveaux concepts, tels que **l'infrastructure verte** et les **services de l'écosystème** auxquels les espaces protégés sont censés donner naissance. Les nouveaux plans de gestion vont devoir prendre en compte ces nouveaux aspects.

En outre, les espaces protégés se sont réellement imposés en tant que **catalyseurs de développement économique**, empêchant ainsi l'exode rural. S'ils sont gérés efficacement, les espaces protégés peuvent constituer une réelle opportunité de **création d'emplois verts** dans des secteurs tels que le tourisme durable et actif, la sylviculture, l'agriculture biologique, les produits alimentaires transformés, la pêche et l'artisanat notamment. Actuellement, il est **clairement nécessaire de créer des emplois dans de nombreuses zones rurales, en particulier pour les jeunes**.

Dans le but de mettre au point de nouvelles politiques de gestion pour les espaces protégés, EUROPARC a rejoint les rangs du projet de coopération interrégional **IMPACT Interreg Europe**. L'objectif est de tester de nouveaux modèles afin de passer de plans de gestion axés sur la conservation à des modèles promouvant le développement durable dans les espaces protégés et leur zone d'influence.

Que faire pour promouvoir le développement socioéconomique et les zones rurales ? En quoi est-il essentiel que les parties prenantes s'engagent et comment y parvenir ? Les pages suivantes vous présentent des exemples évocateurs issus de partenaires IMPACT.

Comment exploiter les espaces protégés sans mettre la nature en péril ?

IMPACT est un projet de coopération interrégionale qui vise à mettre au point de nouveaux modèles de gestion promouvant des activités économiques qui protègent la biodiversité des espaces protégés.

Au cours de la phase initiale du projet (2016-18), les partenaires **partagent leurs bonnes pratiques** en la matière et apprennent les uns des autres à l'occasion de **rencontres et de visites d'étude**. Sur la base de ce processus d'apprentissage, chaque partenaire élabore un **plan d'action visant à améliorer les politiques mises en œuvre** qui contribueront à mettre au point de **nouveaux plans de gestion** au sein de leurs espaces protégés. Pour plus d'informations, consultez la page www.interregeurope.eu/impact

À la tête du projet IMPACT, le **gouvernement régional de l'Andalousie** est un véritable **pionnier en matière de promotion du développement durable** dans les espaces protégés et contribue à **inverser la tendance à la dépopulation dans les zones rurales**. En donnant naissance à des opportunités économiques dans les espaces naturels et dans son périmètre d'influence, l'Andalousie contribue à retenir la population rurale sur le territoire.

More information at
www.interregeurope.eu/impact

Andalousie : promotion de plans de développement durables (SDP) depuis 1989

Francisco Solano Cobos Ruiz – Agence andalouse pour l'environnement et l'eau

Les **plans de développement durable**, projet mis en œuvre en Andalousie depuis **1989**, ont pour principaux objectifs de **protéger l'environnement et de promouvoir l'exploitation efficace des ressources**. Le gouvernement régional de l'Andalousie s'efforce de stimuler l'économie et de créer des opportunités d'emplois dans 24 espaces naturels protégés.

Les **plans de développement durable (SDP)** s'appuient sur un **processus ascendant et participatif**, dans le cadre duquel les parties prenantes sont invitées à faire connaître leur opinion par le biais d'enquêtes, d'ateliers et d'entretiens. Les entreprises actives dans le tourisme, l'agriculture et les services, les gouvernements locaux, les délégations régionales du gouvernement de l'Andalousie et les associations de citoyens sont invités à faire part de leur perception des espaces protégés et des activités susceptibles d'être organisées en leur sein.

Les SDP comportent une description de la zone qui souligne en premier lieu les aspects écologiques (terre et biodiversité) et socioéconomiques.

Ils présentent ensuite un **diagnostic de la zone**, établi sur la base de la méthode SWOT (de l'anglais strengths (forces), weaknesses (faiblesses), opportunities (opportunités), threats (menaces)) et un **plan financier**. Les actions financées par l'espace lui-même y sont abordées, mais l'objectif principal vise à se servir des SPD pour déceler toute opportunité financière issue d'une politique et d'un programme publics (économie, agriculture, culture, tourisme, infrastructure).



L'extraction du liège est une activité traditionnelle qui respecte l'héritage naturel



Il est essentiel d'être à l'écoute de la population locale pour concevoir des plans de développement durable adaptés

Mise en œuvre et surveillance des SDP

Certaines actions des SDP concernent les **ressources humaines**, auxquelles elles dispensent des formations, des sessions d'information, et des programmes de vulgarisation et de participation. D'autres actions concernent l'investissement, l'amélioration des infrastructures, par exemple, les installations de distribution d'eau, ou encore les réseaux routiers ou technologiques. D'autres encore visent à protéger ou restaurer l'héritage naturel et culturel.

L'agriculture biologique connaît un essor rapide, y compris en Andalousie. Par conséquent, les SDP soutiennent les approches de commercialisation afin de faciliter l'accès à des marchés plus exigeants.

Visionnez la vidéo live d'EUROPARC.



Les SDP sont soumis à une évaluation des répercussions environnementales. En outre, une fois qu'il est mis en place, un système de surveillance et d'évaluation est appliqué régulièrement. Les SDP ont donné naissance à des **activités économiques et durables liées au territoire**, notamment aux activités traditionnelles d'agriculture biologique et intégrée, de tourisme et de gestion des forêts.

Les SDP ont notamment réussi à freiner l'exode rural en Andalousie : le fossé a ainsi cessé de se creuser en matière d'emploi et d'éducation entre les populations vivant en espaces protégés et celles des zones urbaines.

Pendant toute cette période, l'Andalousie n'a perdu aucune commune par la faute de l'exode rural et le réseau Natura 2000 continue de se développer dans la région.

Les nouveaux modèles de gestion doivent adopter une approche plus participative que les modèles conventionnels. Les parties prenantes locales doivent être mises à contribution pour garantir le succès sur le long terme du plan de gestion de l'espace protégé.

Du fait de l'abandon des activités traditionnelles, de nombreux habitats subissent des changements et perdent de leur biodiversité. L'une des solutions pour atténuer cette évolution consiste à stimuler ces activités traditionnelles mais sous un nouveau format ou à promouvoir certaines activités socioéconomiques ayant un impact positif sur la gestion des paysages et des parcs.

IMPACT
Interreg Europe



Photo: Grazalema National Park, Spain





Une ONG fait office d'intermédiaire neutre entre les autorités environnementales et les parties prenantes locales

Aisté Jurkienė, bureau EUCC Baltic

En Lituanie, des ressources financières et humaines sont directement allouées à la mise en œuvre de mesures spécifiques visant à améliorer les ressources naturelles et les habitats. Toutefois, cette **gestion de l'habitat s'avère inefficace et coûteuse, et n'est pas viable.**

Il existe une alternative à cette approche coûteuse, à savoir mettre au point un système de gestion mettant à contribution autant de personnes que possible. Pour y parvenir, il s'agit d'encourager la population locale à réaliser des tâches socioéconomiques en continu au sein du parc.

IMPACT
Interreg Europe



European Union
European Regional
Development Fund

Sur les deux sites Natura 2000 que compte le **Seaside Regional Park**, des **processus néfastes au niveau écologique ont lieu**, comme l'essor incontrôlé des arbustes, buissons et arbres sauvages dans les prairies côtières. Par ailleurs, de plus en plus de zones sont abandonnées et détériorées de par l'inactivité des résidents et propriétaires terriens : les terres ne sont désormais plus exploitées pour le pâturage et le fauchage.

Spécial : Project IMPACT

Changer les perceptions et améliorer la coopération

Il existe un lien étroit entre la gestion écologique et les intérêts locaux au sein du **Seaside Regional Park**. Toutefois, on constatait un important **déficit de coopération et de communication** entre la communauté et les autorités de protection de l'environnement en raison d'un manque de confiance, d'une grande méfiance et d'une ambiance générale hostile. Pour tenter de résoudre ces problèmes de communication, la meilleure solution a consisté à trouver un **intermédiaire neutre, n'ayant aucun intérêt dans l'affaire** : le bureau EUCC Baltic a parfaitement rempli cet office.

Même si cette « mission » a débuté il y a relativement longtemps et que des progrès ont été réalisés, le **projet IMPACT** a donné un **nouvel élan au rapprochement et permis de nouer des liens stables et étroits** entre la communauté locale du *Seaside Regional Park* et les autorités de protection de la nature.

Tout d'abord, le Bureau EUCC Baltic a réussi à organiser des **réunions et consultations régulières autour des thèmes de l'environnement et du développement durable**, mettant à contribution à la fois les résidents et officiels. Ces deux dernières années, les **séances et réunions** organisées ont donné naissance à une **culture de résolution des problèmes**.

Ensuite, les acteurs locaux ont renforcé leur coopération et **réalisé des activités communes** par le biais d'un **projet intitulé « Communities initiatives in conserved and protected areas »** (Initiatives des communautés au sein des espaces conservés et protégés). L'idée générale du projet consiste à **aider les communautés qui vivent au sein de sites Natura 2000** à établir une coopération internationale axée sur la gestion des espaces protégés. Parmi les domaines d'activité concernés, citons **la pêche, la sylviculture et l'agriculture, les services touristiques, l'artisanat et l'art**.

Il ne s'agit là que des prémices d'un long processus, mais ces étapes sont indispensables si l'on veut instaurer un style de vie cohérent dans les espaces protégés,

et résoudre les conflits qui existent non seulement entre les populations et la nature, mais également entre des groupes de population aux intérêts divergents.

Le bureau EUCC Baltic espère que le projet IMPACT trouvera ses racines dans la confiance et le respect mutuel, qu'il perdurera sur le long terme et poursuivra son essor.



Photo: amber catching at Pajuris (Seaside) Regional Park, Lithuania, by EUCC Baltic

Les écosystèmes marins sont fortement menacés. La Commission européenne en appelle aux États membres qu'elle enjoint à mieux protéger leurs mers et océans. **La création d'espaces protégés marins (MPA) constitue l'une des mesures clés de conservation, visant à protéger les espèces et écosystèmes marins.** Qui mettre à contribution dans la protection de nos mers et océans ? Les communautés locales ont-elles un rôle à jouer ? Dans ce numéro, nous revenons sur un épisode passionnant : la création de la première **réserve marine à gestion communautaire** en Écosse.

Une petite communauté insulaire écossaise ouvre la voie en matière de protection et de rétablissement de nos mers et océans.

Adepte depuis 10 ans de la plongée avec mon ami Don dans le secteur de l'île d'Arran de la Firth of Clyde (vaste étendue d'eau d'une superficie de 3 700 km²), nous avons été témoins du déclin rapide de la faune marine.

La surpêche et une gestion halieutique médiocre avaient en effet cours depuis des décennies. Sous la pression exercée par les industriels, même l'interdiction pour les chaluts de fond de pêcher dans la zone protégée offshore de 3m/5k avait été levée en 1984.

Les raies, les divers poissons plats, les baudroies, les cabillauds et lieus ont commencé par se raréfier avant de disparaître. En 20 ans, la pêche commerciale a perdu 70 % de ses emplois dans la région de la Clyde. Devant la pauvreté de leurs prises, les pêcheurs de loisir (RSA) ont eux aussi jeté l'éponge. Encouragés par le gouvernement, les professionnels de la pêche ont trouvé leur salut dans la crevette et la coquille Saint-Jacques qui peuplent les fonds marins boueux, sablonneux et caillouteux.

Des experts ont rédigé des rapports, et aussi bien les RSA, que les acteurs du tourisme marin et les écologistes ont fait pression sur le gouvernement. Mais ce dernier est resté sourd, considérant que les mers et océans étaient une ressource réservée aux professionnels de la pêche.

Aucune feuille de route officielle n'a été mise au point afin d'établir une réserve marine, mais il nous est apparu clairement qu'elle constituait la seule solution envisageable si l'on souhaitait rétablir la situation. Quelles sont les 3 étapes majeures que nous avons prises ?

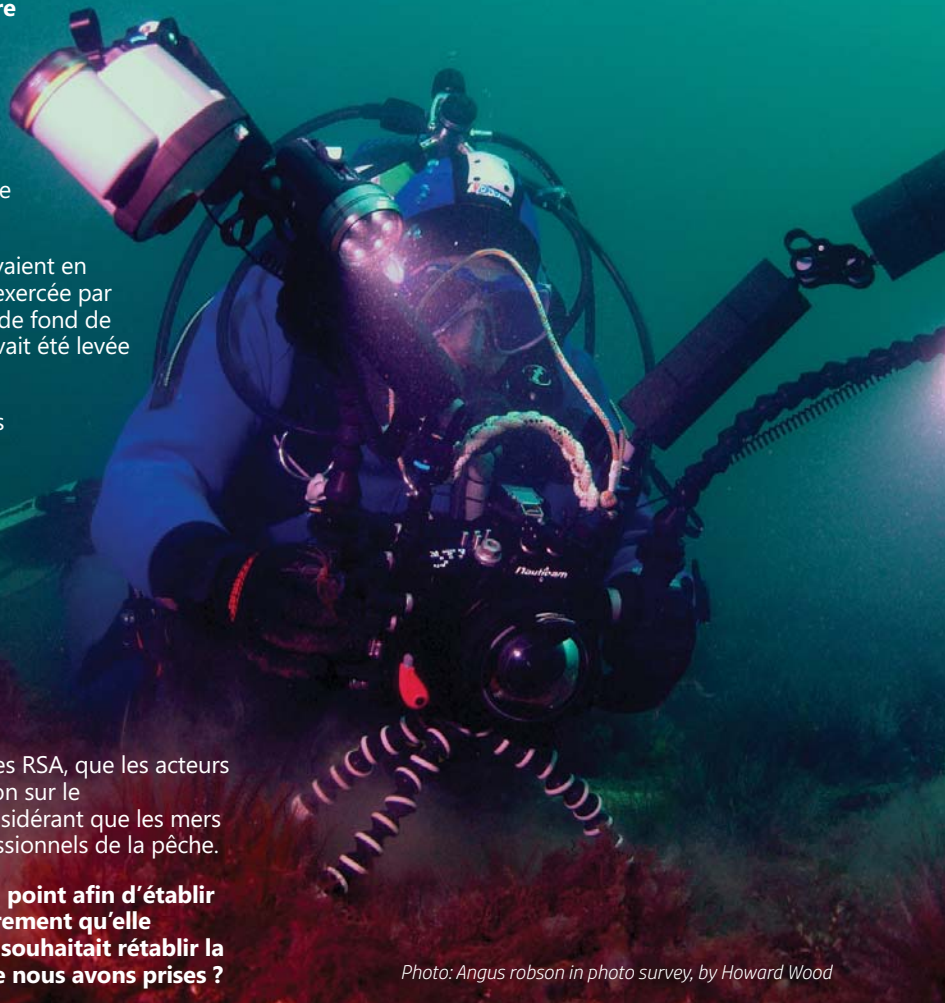


Photo: Angus Robson in photo survey, by Howard Wood

1

Mobiliser notre communauté

Avec mon partenaire de plongée Don MacNeish, nous avons étudié la situation et compris **que le cœur du problème était l'emprise réglementaire du gouvernement exercée par un seul acteur de l'industrie de la pêche** (qui se trouvait être celui utilisant le matériel de pêche le plus destructeur).

Pour secourir nos fonds marins, nous avons dû plonger au milieu des requins de la politique, rencontrer les leaders du secteur de la pêche et les encourager à adopter une vision à plus long terme. Clairement, nous n'avions aucune chance de susciter le moindre intérêt si nous ne réussissions pas à nous assurer un vaste soutien de la part de notre communauté insulaire. **Nous avons par conséquent fondé la communauté de soutien aux fonds marins d'Arran sous le nom COAST, Community of Arran Seabed Trust.** Nous avons organisé des assemblées publiques, animé des présentations devant des douzaines d'organisations locales et collecté les photos de pêcheurs avec d'énormes prises ne datant pas de plus de dix ans. Il nous fallait démontrer les manquements.

Face au soutien public grandissant dont nous avons bénéficié, les politiciens ont lentement commencé à apporter leur aide à COAST et à rédiger des courriers en notre nom. Pour autant, les responsables gouvernementaux ont continué d'agir comme si nos fonds marins n'appartenaient qu'aux professionnels de la pêche encore en activité.

2

Bousculer le statu quo et rechercher des solutions communes

Après 3 ans, de nombreuses réunions, des enquêtes menées par des comités parlementaires pluripartites, **un délai de 6 mois a été accordé aux responsables gouvernementaux, aux leaders du secteur de la pêche et à COAST pour convenir d'une solution.** Les avancées ont été lentes, les 6 mois se sont transformés en 2 ans et même au terme de ce délai, les leaders du secteur de la pêche ont menacé de quitter la table des négociations au dernier moment si la pourtant modeste NoTakeZone de 2,67 km² n'était pas réduite de moitié. Nous sommes restés campés sur nos positions et le 20 septembre 2008, la première réserve marine gérée par une communauté du Royaume-Uni était promulguée par le parlement écossais.

Toutefois, le problème de fond n'en restait pas moins irrésolu : **au nom de qui notre gouvernement devait-il gérer les fonds marins ?**

Pour une modeste organisation communautaire insulaire, nous avons eu la chance de rencontrer les principaux responsables gouvernementaux et de les

Protéger la mer



Photo: Ballan Wrasse, by Howard Wood



Photo: Dredged seabed, by Howard Wood

Howard Wood

est le cofondateur et le président de **COAST** (Community of Arran Seabed Trust). Il a également fondé et dirige **SIFT**. Sa passion pour la plongée dans le secteur de l'île d'Arran (Écosse) depuis 1974 l'a conduit à militer pour la protection de l'environnement marin. En 2015, il a reçu le prix **Goldman Environmental Prize for Europe** et un **OBE** remis par la **reine Elizabeth II** pour ses services rendus à l'environnement marin.



3

Surveiller et analyser les conséquences

Le gouvernement écossais s'est chargé des études de référence initiales de la NoTakeZone mais, depuis 2010, COAST a réuni les fonds nécessaires à la surveillance de l'initiative, collaborant principalement avec les chercheurs de l'Université de York. Près de **30 documents de recherche ont été rédigés**. Pourtant de taille modeste au départ, la **NoTakeZone** a réussi, en 9 ans, à **renouveler les réserves de coquilles Saint-Jacques et de homards, et a multiplié par deux la biodiversité des fonds marins en mettant à la disposition des poissons des zones de reproduction**.

La population de l'île d'Arran est extrêmement fière de sa réserve marine et, si la marine écossaise est tenue par la loi de protéger la zone, elle dispose du soutien de douzaines de résidents locaux.

contraindre régulièrement à se prononcer quant à l'identité du véritable « propriétaire » des fonds marins écossais. Après avoir répondu pendant des mois que ceux-ci étaient du ressort exclusif du gouvernement et des professionnels de la pêche, le gouvernement écossais a finalement admis que les **fonds marins d'Écosse constituaient un bien public et une ressource commune**. Quelle avancée !

Deux ans plus tard, le parlement écossais a adopté le décret intitulé Marine Act qui prévoyait la mise en place d'un réseau d'espaces protégés marins. Les 20 premières années, COAST a été gérée par des bénévoles, bien souvent sans le moindre financement. En 2011, COAST a enfin obtenu un financement suffisant pour employer son premier collaborateur salarié. Trois ans plus tard, l'espace protégé marin au sud d'Arran présentait une superficie **100 fois plus vaste que la NoTakeZone de départ et occupant 280 km²**.

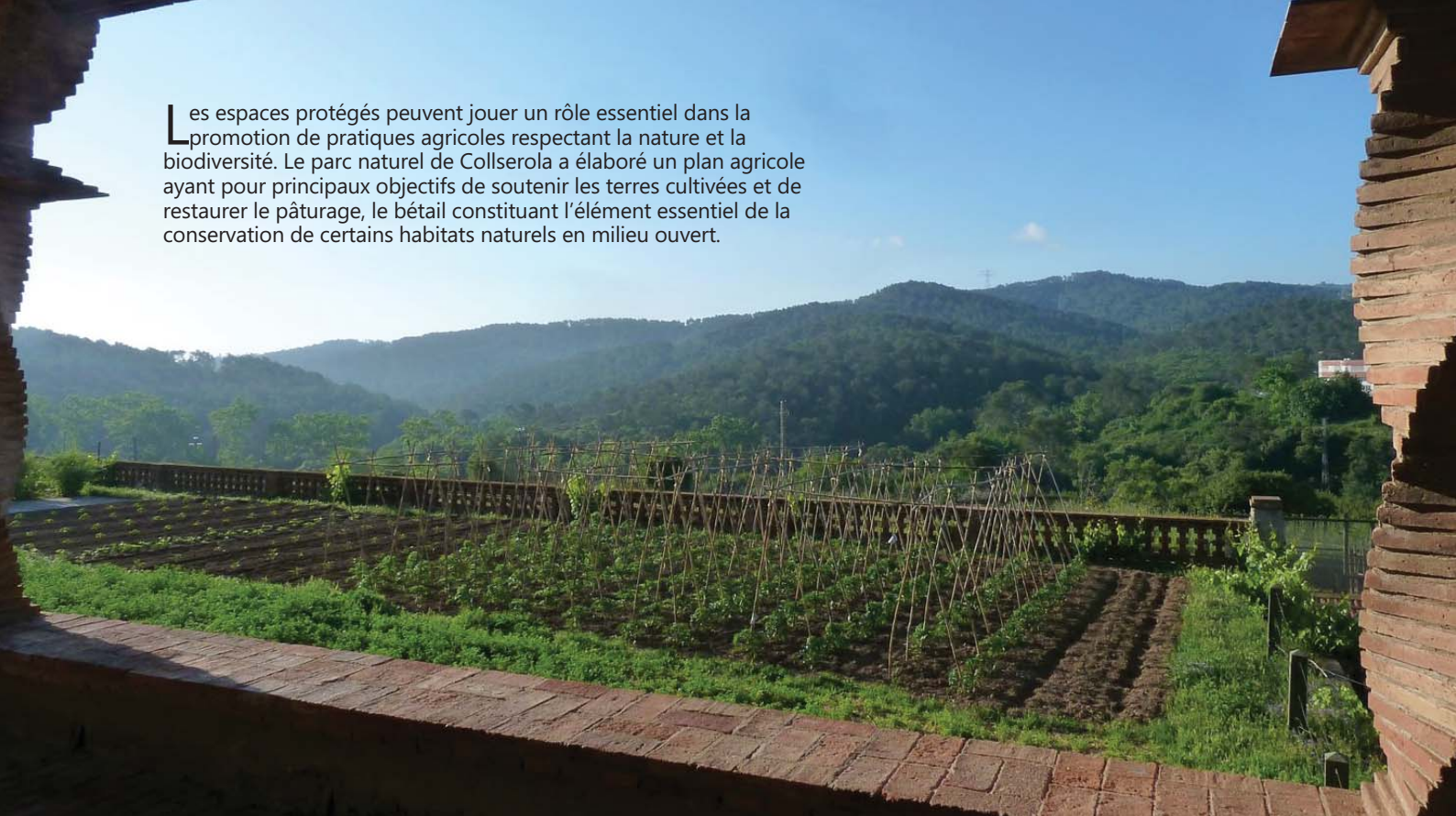
Prochaine étape.

Partager le succès

Si l'organisation COAST a été aux avant-postes ces 25 dernières années, elle a au fil du temps été rejointe par 9 autres communautés marines qui militent toutes et veulent participer à la gestion de LEURS fonds marins.

<https://www.communitiesforseas.scot/>

Les espaces protégés peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion de pratiques agricoles respectant la nature et la biodiversité. Le parc naturel de Collserola a élaboré un plan agricole ayant pour principaux objectifs de soutenir les terres cultivées et de restaurer le pâturage, le bétail constituant l'élément essentiel de la conservation de certains habitats naturels en milieu ouvert.



Promotion d'espaces ouverts avec des agriculteurs dans un parc forestier en tant que moyen d'augmenter la biodiversité

Parc naturel de Serra de Collserola, Catalogne

Par Sean Cahill, Joan Vilamú et Lluís Cabañeros*



Seán Cahill

is a Biologist at Collserola Park's Biological Station. Working on wildlife and biodiversity monitoring in general, with expertise in wildlife conservation and related conflicts in this highly anthropogenic metropolitan Protected Area.



Le parc naturel de Serra de Collserola est un site protégé Natura 2000 qui occupe quelque 8 000 ha au beau milieu de l'agglomération de Barcelone. S'il se constitue de nos jours principalement de pins de type méditerranéen et de forêts de chênes (à env. 70 %), la Collserola était historiquement dédiée à l'agriculture avec ses nombreuses collines recouvertes de vignobles en terrasses, de caroubiers, d'amandiers et d'oliviers.

Toutefois, le déclin des activités agricoles et forestières, ainsi que l'octroi de terres au développement résidentiel et des infrastructures a conduit à l'expansion forestière au sein du parc et à l'urbanisation intensive de sa périphérie. Conséquence : les habitats de la région ont beaucoup perdu en diversité et en superficie, tandis que la biodiversité qu'ils abritaient diminuait grandement elle aussi.

Pour conserver des habitats ouverts dans un parc sinon exclusivement forestier, il est indispensable de pouvoir compter sur une mosaïque vivante de paysages agro-sylvo-pastorale. Celle-ci constitue également une arme indispensable dans la prévention des incendies.

Par conséquent, il est clairement nécessaire de restaurer une agriculture durable, **non seulement pour le bien de l'environnement, mais aussi pour garantir une activité de subsistance viable.**



*Coordonnées à utiliser pour obtenir un supplément d'informations : lluisc@parccollserola.net

Protéger la terre

Plan agricole

Le plan vise à soutenir les zones cultivées existantes, à éviter que davantage de terres ne soient abandonnées et à récupérer les champs abandonnés. Il s'efforce aussi d'**encourager une agriculture écologique** et le **passage à l'agriculture biologique**.

Parallèlement, le plan vise à **promouvoir le pâturage contrôlé**, l'élevage dans des conditions décentes et la production de viandes biologiques, en favorisant le **retour de variétés traditionnelle et d'espèces locales**.

En outre, au-delà de la simple productivité, le plan dresse un inventaire des cabanes viticoles en pierres sèches, sentiers de bergers et autres éléments témoignant du **passé et du patrimoine agricoles du parc**.



1

Promouvoir l'engagement local

L'un des principaux catalyseurs du plan agricole du parc a été l'**initiative participative « Stimulation of Local Organic Farming »** (Stimuler l'agriculture biologique locale) (DLOF) **qui vise à mettre en relation les différents intérêts en matière d'agriculture et à faciliter la coopération**. Cette initiative locale constitue une stratégie de développement local visant à promouvoir des systèmes de production de denrées alimentaires et des communautés plus équitables et plus durables. Au moyen de cette initiative, **le parc promeut un réseau dédié au marketing et à la commercialisation des produits agricoles, en particulier de variétés locales redécouvertes, comme la tomate « Mandó »**.

2

Créer une marque, véritable gage de qualité

Parmi les jalons importants du plan, citons l'approbation de la **marque Produit de Collserola, véritable « gage de qualité »**, qui permet désormais d'identifier de nombreux produits agricoles issus du parc naturel Serra de Collserola.



Nous débutons actuellement des essais avec certaines variétés locales de légumes, telles que la « laitue pommée » et le « brocoli de Sainte-Thérèse » dans le but d'étudier les possibilités de certification de ces espèces sous ce nom de marque. **Ce nouveau label de qualité devraient également encourager les restaurants locaux à s'impliquer**, à la fois en tant que producteurs et que consommateurs de produits locaux de qualité.

Outre la récupération de terres cultivées et la redécouverte de variétés locales, le plan a permis également le **retour du pâturage de moutons et de chèvres afin de préserver les habitats de formations herbeuses sèches *Hyparrhenia hirta*, actuellement menacés**.

Ce type de pâturage représente également une méthode plus écologique pour maintenir des **bandes de prévention des incendies au milieu des bois**. De même, cette activité pastorale a également permis la production et la commercialisation du « mouton Collserola », nouveau produit local issu du parc.

3

Célébrer le succès

À l'heure actuelle, les principales réussites du plan agricole du parc ont sans doute été le renforcement communautaire, la promotion de l'identité historique et la sensibilisation au lieu et à la nature locale par l'entremise des produits locaux.

Il a aussi sensibilisé à la notion de protection des habitats et des paysages en tant que valeur ajoutée pour la production locale.



Maintien de la paix dans les montagnes du Snowdonia

Par Helen Pye, directeur des partenariats du parc national de Snowdonia.

En 2015, les problèmes rencontrés dans la région résultent de l'immense popularité qu'elle rencontre auprès des visiteurs... Jusqu'à la rupture. Les problèmes de stationnement affectent fortement les communautés locales, les chemins sont fortement érodés. En outre, les déchets constituent un problème majeur dans cette montagne et la perception du public est que quelque chose ne fonctionne pas. Snowdon a souvent fait les gros titres de la presse locale et nationale, et pas pour les bonnes raisons !

Bien entendu, de nombreux efforts ont été déployés et toutes sortes d'organisations, tant dans le domaine public que privé ou tiers, ont fait du très bon travail dans la protection de la montagne, **mais aucune approche commune et coordonnée n'a vu le jour.**

Les autorités du parc national de Snowdonia ont décidé de prendre les choses en main dans le cadre d'une approche plus communes de la gestion de l'espace. Pour ce faire, elles ont **mis au point un plan de gestion des partenariats**, définissant les opportunités et menaces auxquelles s'attaquer au cours des années à venir.

Helen Pye

est chargée d'élaborer le nouveau plan de gestion du parc national, ainsi que de coordonner Fforwm Eryri, un forum qui réunit les organisations qui poursuivent les objectifs au sein du parc national.

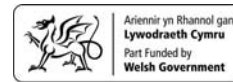


À présent qu'un plan est en place, les principaux ingrédients au succès du processus ont été réunis :

Snowdon, Yr Wyddfa en gallois (prononcer uhr-with-va), est une montagne emblématique connue dans le monde entier. Elle abrite des communautés dynamiques et énergiques, ainsi que toute une mosaïque de fermes situées dans les collines. Véritable trésor national, il s'agit de la montagne la plus visitée du Royaume-Uni. Elle attire en effet plus d'un demi-million de touristes qui viennent chaque année du Pays de Galles, du reste du Royaume-Uni et du monde entier. La protection de Yr Wyddfa n'est pas chose aisée et exige une collaboration étroite.



Working together



1 Identifier les acteurs clés. Qui sont les personnes les plus influentes ?

Il était vraiment important de concevoir un plan auquel adhèreraient toutes nos parties prenantes. Au fil des ans, les points de vue des différents types de groupes avaient divergé. Pour influencer favorablement et remporter l'adhésion de tous, nous avons **identifié et établi des voies de communications avec les principaux acteurs.**

Outre un groupe de base d'agents (voir le point 3 ci-dessous), **nous avons également identifié toutes les parties prenantes, autrement dit, toute personne ayant un rôle à jouer ou un intérêt dans la protection de la montagne**, puis identifié les personnes les plus influentes et une stratégie de communication claire.

2 Identifier l'objectif sur lequel chacun peut se retrouver (et auquel chacun tient) :

Nous sommes parvenus à un objectif sur lequel presque tout le monde peut se retrouver. Parfois, cette identification peut s'avérer difficile quand les émotions sont exacerbées ! Pour Snowdon, **chacun souhaitait protéger la montagne et en prendre soin pour les générations futures.** Une fois que nous avons identifié cet objectif commun, il a été plus simple d'aller de l'avant.

3 Instaurer un partenariat de base afin d'aller de l'avant

Le groupe se compose d'agents représentant toutes les organisations et tous les propriétaires terriens qui sont responsables de la gestion sur site de la montagne, notamment : travail de préservation, gestion des chemins, tourisme, agriculture et sauvegarde de la montagne. Nous voulions que ce groupe de base agisse sur le terrain et ne devienne pas un simple forum de discussion. **En mettant au point et en place un plan commun, nous avons pu tous travailler à obtenir les mêmes objectifs.**

4 Transformer le partenariat de base en un groupe solide et cohérent

Le point 2 ci-dessus a constitué la première étape et la plus importante de la constitution du groupe, avec d'autres éléments vitaux, comme la taille du groupe, l'organisation des rencontres, la dynamique et le ton. Même l'agencement de la salle de réunion est essentiel !

5 S'entendre sur un processus de consultation transparent et véritablement ouvert, et le mettre en œuvre

Nous souhaitions parvenir, à partir de la situation en présence (absence de plan) à un objectif donné (s'entendre sur un plan de partenariat et le mettre en place) de la manière la plus efficace et efficiente possible. Le diagramme ci-dessous indique le processus que nous avons suivi.

6 Justifier la progression positive

Au cours du processus, nous avons identifié certaines avancées rapides justifiant de la progression positive. Parmi elles, un **programme de visite pilote.** Celui-ci a permis de montrer aux parties prenantes les progrès physiques réalisés, tandis que nous discutons et constituons encore le plan.

7 Établir des responsabilités claires

L'une des étapes les plus importantes a peut-être été de faire organiser par une fantastique société de consulting un **atelier d'attribution des responsabilités.** Ainsi, les responsabilités d'action au sein du plan étaient on ne peut plus claires, ce qui était une condition sine qua non pour que nous puissions élaborer le plan.

Et nous voilà à présent avec un plan convenu mis en place. Première étape terminée !

Il nous a fallu deux ans pour y parvenir, mais cela en valait largement la peine. Le changement d'attitude et d'opinions des parties prenantes a été incroyable et nous profitons à présent de l'inertie de cet élan. Tout est tellement plus facile et efficient lorsque tout le monde est satisfait des progrès.



Helen est ravie de partager plus en détail les informations, connaissances et conseils dont elle dispose. Si vous souhaitez en parler, vous pouvez la contacter par e-mail : helen.pye@eryri.llyw.cymru

Le partenariat Snowdon est financé par le parc national de Snowdonia avec le soutien du gouvernement gallois, du National Trust et de la Snowdonia Society.

Pour consulter le plan Snowdon, visitez le site

www.snowdonpartnership.co.uk

Politique européenne

Plan d'action de l'UE pour la nature, les populations et l'économie

En décembre 2016, le bilan de santé des directives sur la nature¹ a conclu qu'elles répondaient aux objectifs poursuivis et restaient fondamentalement saines. Toutefois, l'application de ce cadre légal n'en reste pas moins épineux et les objectifs visés n'ont pas tous été atteints.

Seule une amélioration de la mise en œuvre permettra d'atteindre les objectifs poursuivis et de faire en sorte d'exploiter pleinement le potentiel de ces Directives. Pour ce faire, il est indispensable de palier aux manques de financement, de combler les lacunes dans les connaissances et de faire en sorte que les parties prenantes s'impliquent davantage.

Il s'agit là d'enjeux essentiels et la Commission a mis au point, pour les relever, un plan stratégique reposant sur un dialogue approfondi entre les États membres et les parties prenantes, regroupant les 552 000 réponses à la consultation publique organisée en ligne lors de l'évaluation des Directives.

Le **Plan d'action pour la nature, les populations et l'économie**² vise à améliorer la mise en œuvre des directives sur la nature et à faire en sorte qu'elles contribuent davantage à atteindre les objectifs pour 2020 de l'UE en matière de biodiversité. Le plan d'action vise aussi à mieux aligner les activités de protection de la nature et les activités socioéconomiques, et à faire en sorte que les autorités nationales, les parties prenantes et les citoyens s'engagent davantage dans le processus.

¹ Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages (OJ L 206, 22/07/1992) et Directive 2009/147/CE concernant la conservation des oiseaux sauvages (OJ L 20 du 26/01/2010, p. 7).

² COM(2017) 198 final http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/action_plan/communication_en.pdf et SWD(2017) 139 final http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/action_plan/factsheets_en.pdf, disponible dans toutes les langues à la page http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/action_plan/index_en.htm



De quoi s'agit-il ?

Les quinze actions à réaliser d'ici à 2019 concernent en priorité quatre domaines :

A. Amélioration de la direction et des connaissances, et alignement sur des objectifs socioéconomiques plus vastes

Pour diverses raisons, des tensions peuvent émerger entre les activités de protection de la nature et les activités socioéconomiques. Le plan d'action met en place des mesures de direction et un mécanisme d'égal à égal visant à promouvoir des approches participatives plus élaborées, et à stimuler l'engagement des propriétaires terriens et des utilisateurs.

B. Renforcement de l'appropriation politique et de la conformité

Si, en fin de compte, les États membres sont responsables de la mise en œuvre des directives sur la nature, le plan d'action met en place des mesures, telles que des dialogues dédiés bilatéraux et biogéographiques, ainsi que des plates-formes de parties prenantes. Grâce à ces plates-formes, la Commission et les parties prenantes collaborent plus étroitement à améliorer et promouvoir la conservation et une exploitation durable de la nature.

C. Renforcement de l'investissement dans Natura 2000 et amélioration des synergies avec les instruments de financement de l'UE

Les manques de financement constituent l'un des principaux freins à l'efficacité des directives sur la nature et empêchent le réseau Natura 2000 et plus généralement les mesures de soutien de la biodiversité de profiter autant à la société qu'ils le pourraient. Une augmentation de 10 % du soutien apporté à la nature dans le cadre du fonds LIFE, des systèmes reposant sur les résultats mis au point dans le cadre de la PAC et l'aide prodiguée à l'intendance des propriétés privées ne sont que quelques exemples de mesures prises pour promouvoir et soutenir une utilisation plus efficace du financement disponible au sein de l'UE.

D. Amélioration de la communication et du rayonnement, mise à contribution des citoyens, des parties prenantes et des communautés

La nature constitue notre héritage commun et profite à la société de nombreuses manières. Le plan d'action met au point des mesures visant à ce que les citoyens, les parties prenantes, les autorités locales et régionales et les communautés s'engagent davantage.

Il s'appuie pour ce faire sur les plates-formes existantes. Il vise également à mieux promouvoir l'échange local d'expériences, ainsi que la reconnaissance et la promotion des bonnes pratiques de gestion.



Photo: Kullaberg Nature Reserve, Sweden, by Jimena Castillo

Qui se charge de la mise en œuvre ?

Si certaines mesures du plan sont prises au niveau de l'UE, les États membres et parties prenantes concernés sont également amenés à agir. Seul un engagement actif de chacun nous permettra de garantir la mise en œuvre et la mise en place des bonnes mesures aux bons endroits.

Face à ces tâches épineuses, les responsables d'espaces protégés sont en première ligne. Au quotidien, ils constituent le moteur qui permet au réseau Natura 2000 de fonctionner.

Le bilan de santé a révélé que la mise en œuvre des directives sur la nature nécessitait davantage d'actes sur le terrain. Dans l'ensemble de l'UE, la nature ne manque pas de soutien et fait l'objet du plus grand intérêt. Le plan d'action offre une occasion unique de remobiliser les citoyens et communautés locales au sein de l'UE. Or, le seul moyen d'y parvenir est d'adopter une véritable approche de partenariat mettant à contribution les communautés de l'ensemble de l'UE.



Humberto Delgado Rosa,

Directeur de Capital Naturel au sein de la Direction générale de l'environnement à la Commission européenne. La mission assumée par sa direction consiste à protéger, conserver et améliorer le capital naturel de l'UE dans les domaines de la biodiversité, de la nature, de la terre et du sol, des forêts et des cycles de nutriments. Elle consiste également à superviser le Programme LIFE consacré à la nature et à l'environnement.

Aujourd'hui, j'en appelle à l'ensemble du réseau EUROPARC que j'encourage à prendre activement part à cette entreprise.

Pour plus d'informations

http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/fitness_check/action_plan/index_en.htm



Spécial : « Surtourisme »

Les espaces protégés sont-ils à présent victimes de leur succès ?

Par Luís Monteiro

Les Nations unies ayant déclaré 2017 « Année internationale du tourisme durable pour le développement » et les prévisions faisant état d'influx internationaux grandissants pour la décennie à venir, le « surtourisme » et ses conséquences négatives ont fait l'objet de plus d'attention que jamais.

Éléments importants du tourisme dans de nombreux pays, les espaces protégés ne sont pas épargnés par ce phénomène. Après tout, les raisons qui poussent à protéger un espace naturel sont souvent les mêmes qui expliquent sa popularité !

Selon de récentes estimations, la fréquentation des parcs nationaux et réserves naturelles à travers le monde s'élèverait à huit milliards de visites par an.



Photo: Verdon Nature Regional Park, France, by S. Blanc

1) "Walk on the Wild Side: Estimating the Global Magnitude of Visits to Protected Areas", download at

<https://doi.org/10.1371/journal.pbio.1002074>

Faut-il fixer des limites ?

Un essor inattendu de la fréquentation pourrait avoir un double impact négatif sur les espaces protégés : d'une part, sur leurs propriétés biophysiques, sur la qualité de vie des communautés locales et sur les infrastructures en présence ; d'autre part, sur la qualité de l'expérience que les visiteurs s'attendent à vivre lors de leur venue sur les sites.



Pour tenter de résoudre le problème, certains parcs en Europe ont établi des **limites stratégiques de fréquentation** dans le but de préserver les ressources et de garantir aux visiteurs une expérience de qualité. Cette mesure fait souvent office de dernier recours pour les responsables de parcs (et locaux) qui ne se sentent pas suffisamment armés pour gérer de telles foules. Même si cette solution ne remporte que peu de suffrages, elle s'avère inévitable dans certains cas.

Luís Monteiro

chercheur à l'Université tchèque des sciences de la vie, en matière d'évaluation, de gestion et de surveillance de l'impact du tourisme dans les espaces protégés. Luís fait également partie du groupe d'experts en tourisme et en espaces protégés de l'IUCN WCPA.

En Croatie, le **parc national de Krka** limite désormais le nombre d'entrées à 10 000 visiteurs susceptibles de se trouver au même moment dans la section Skradinski buk du parc. En Italie, le pittoresque **parc national de Cinque Terre**, situé le long des rives de la mer Ligure, a pour sa part limité le nombre total de visiteurs à 1,5 million par an.

Pour autant, avant de prendre de telles décisions, **nous devons probablement comprendre s'il existe une vision claire et des objectifs précis quant à l'usage public qui devrait être fait de nos espaces protégés**. Comment aider les parcs dans cette entreprise ?



Spécial : « Surtourisme »

Le manuel Practical, profitable, protected (Pratique, rentable, protégé) présente d'autres exemples. Guide de démarrage consacré au développement du tourisme durable dans les espaces protégés, publié par ECEAT International, Centre européen du tourisme écologique et de l'agrotourisme en partenariat avec la fédération EUROPARC.

<http://bit.ly/2FFIKdR>

Résoudre le problème du « surtourisme » dans les espaces protégés

1

Définir les principes de gestion

La Charte Européenne du Tourisme Durable dans les Espaces Protégés (ECST) est un outil précieux qui s'appuie sur 5 principes pour développer, planifier et mettre en œuvre un tourisme de qualité dans les espaces protégés et à proximité.



Photo: Pembrokeshire Coast National Park, UK, by Marloes

2

Rechercher un cadre de gestion

Divers cadres ont été mis au point autour du concept de **la capacité de charge**. Pour autant, la capacité de charge ne fournit indéniablement que peu d'indications pratiques aux responsables étant donné que la méthodologie s'intéresse en priorité aux questions « **Trop à partir de combien ?** », **alors que les responsables ont vraiment besoin de comprendre les relations qui existent entre les nombres de visiteurs, les impacts, les objectifs du site et les attentes de la communauté locale.**

En réponse à ces limitations, tant en théorie qu'en pratique, plusieurs cadres ont été mis au point et appliqués à l'échelle mondiale. Voir : *Spectre des possibilités en matière de loisirs (ROS - Recreation Opportunity Spectrum)*, *Limites des changements acceptables (LAC - Limits of Acceptable Change)*, *Expérience des visiteurs et protection des ressources (VERP - Visitor Experience and Resource Protection)* ou *Cadre de gestion de l'usage par les visiteurs (VUM - Visitor Use Management Framework)*.

3

Définir une stratégie et un plan d'action

Un plan efficace identifie les objectifs convenus, les acteurs et les actions de gestion nécessaire pour mettre en œuvre la vision.

Les stratégies de gestion des fortes fréquentations par les touristes peuvent être

Directes

par

l'application des réglementations

Exemples :

limitation de la fréquentation ;
restrictions de la durée des séjours
différence de prix
droits d'entrée

Indirectes

par

l'éducation

Exemples :

conception du site
éducation des visiteurs
communication
promotion du tourisme hors saison

4

Mettre en œuvre un programme de surveillance

Il est essentiel d'évaluer les conditions actuelles et l'efficacité des pratiques de gestion. De nombreux manuels et directives sont disponibles et présentent des exemples de méthodologies et programmes de surveillance consacrés à la fréquentation, au comportement, à l'expérience et aux conséquences des visites.

Parmi les principaux indicateurs de fréquentation, citons :

- nombre total d'entrées
- nuitées
- durée des séjours
- dépenses consenties par les visiteurs.

En ce qui concerne la surveillance des conséquences des visites, les indicateurs se subdivisent en plusieurs catégories :

- infrastructures de loisirs (par exemple, sentiers, campings, panoramas) ;
- ressources écologiques (sol, végétation, faune, eau) ;
- fréquentation et comportement (type et répartition de la fréquence, et signe d'un comportement non conforme).

Il existe de nombreux exemples de gestion réussie des flux de tourisme par les espaces protégés. Les parcs ont tendance à mettre en œuvre un dispositif mêlant stratégies directes et indirectes.



Mise en œuvre de mesures directes et indirectes pour lutter contre le surtourisme :

7 idées émanant du parc national de l'archipel toscan, Italie

Par Aurora Ciardelli

Le parc national de l'archipel toscan protège les terres et fonds marins de sept îles. Il gère 15 sites Natura 2000 (entre SICS et SPA) et 22 types d'habitats. Nos vingt ans d'expérience et notre volonté de toujours aller plus loin nous ont appris que la

protection doit être partagée et non imposée, et que même s'il s'agit d'une tâche épineuse, l'établissement de bonnes relations avec la communauté finit par payer.

Nous travaillons en collaboration avec des administrations locales, des associations, des bénévoles, mais aussi des organisations culturelles, des écoles et les forces de l'ordre. La réussite de la certification Charte Européenne du Tourisme Durable dans les Espaces Protégés en a été un exemple tangible.

La **promotion des visites hors saison** constitue notre objectif principal pour lutter contre le surtourisme. Comment rendre le tourisme naturaliste attirant en dehors de la saison estivale ? L'été, comment allier les grands classiques que sont les vacances « soleil et plage » avec de nouvelles activités plus stimulantes au niveau culturel, naturaliste et éducatif ?

Pour mieux gérer les variations saisonnières et encourager les touristes à protéger le parc tout en en profitant, nous avons mis au point toute une série d'activités tout au long de l'année.

Festival de la randonnée

Calendrier d'événements organisés toute l'année, parmi lesquels de **magnifiques visites guidées gratuites** de l'ensemble des sept îles. Les visiteurs sont encouragés à humer les senteurs printaniers ou admirer les feuillages automnaux, à profiter d'une *désintoxication numérique*, à déguster certains produits typiques des îles, à découvrir de véritables trésors archéologiques, géologiques et naturalistes ou à simplement se balader au clair de lune.

Accessibilité pour les fous de technologies

Pour les passionnés de randonnée qui adorent l'univers numérique, **le parc a récemment intégré des cartes des 7 îles à l'app Avenza Maps**. Conçue pour les smartphones et tablettes, l'app est disponible gratuitement au téléchargement et fonctionne hors ligne.

Modèle Pianosa : des prisonniers à la rescousse de la nature ?

Nous sommes particulièrement fiers du *modèle Pianosa*. Grâce à une collaboration établie avec l'administration des prisons et d'autres institutions, **des détenus ont aidé à restaurer les zones dégradées de l'île et à créer un potager**. Les prisonniers ont ainsi pu profiter d'une possibilité de réinsertion professionnelle et d'une occasion

Aurora Ciardelli

qui travaille pour le parc national de l'archipel toscan depuis 1999, assure la liaison avec la presse et les parties prenantes externes. Elle joue par conséquent un rôle majeur dans la promotion des activités de tourisme durable au sein du parc par le biais des médias sociaux, des outils numériques et de la presse.



de se sentir fiers. Les visiteurs ont apprécié les améliorations apportées aux paysages et les services innovants, comme des dîners composés de légumes et fruits *pianosini* concoctés par des chefs renommés ou encore des concerts de musique classique donnés au beau milieu du silence complet qui règne sur l'île.

Valoriser et restaurer

Grâce à l'étroite collaboration établie avec la municipalité locale de Giglio Isola, **le parc a lancé des visites guidées** d'un site archéologique passionnant, qui était resté abandonné et fermé pendant des années.

La zone des dunes de Lacona, dernier exemple de dunes naturelles de l'archipel toscan, a été valorisée grâce à un **programme de surveillance et de visite** (dans le cadre du projet RESTO LIFE) promu par un nouveau point d'information.

Plongée sous-marine dans une mer protégée ?

Près de l'île de Pianosa, la mer est restée intacte ces 50 dernières années, étant donné que la plongée et la pêche y étaient interdites. La mise en place d'un accès contrôlé et d'une protection de l'habitat a constitué un énorme pas en avant.

Les autochtones ont été émerveillés par l'exubérance du monde sous-marin tandis que les centres de plongée élargissaient leur panel d'activités et augmentaient leur visibilité, devenant des acteurs essentiels dans la promotion du parc et de véritables alliés en matière de protection des fonds marins.

Imposer un nombre limite de visiteurs

Les îles de taille plus modeste et plus vulnérables sont protégées par un quota d'accès et ne peuvent être visitées qu'en compagnie de guides certifiés avec un système en ligne pour tour opérateurs. Ce dispositif permet de respecter à coup sûr le nombre limites de visiteurs sur l'île et de séjours.

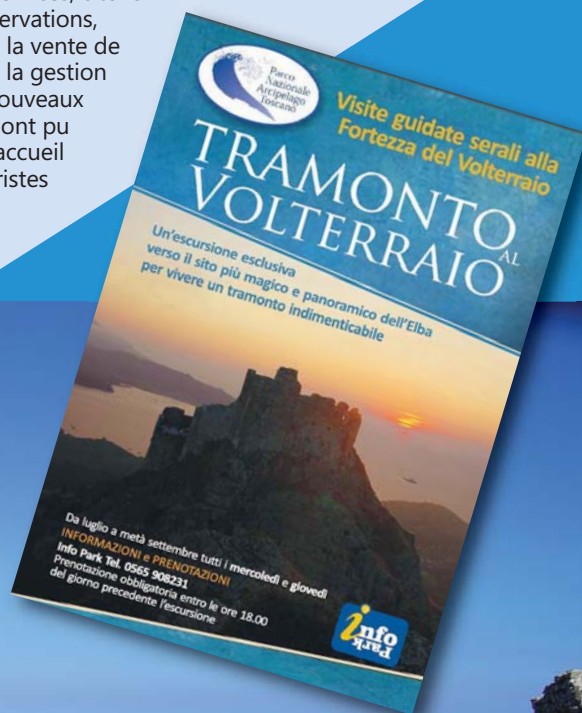
Sous-traiter les services de tourisme

Depuis trois ans désormais, la sous-traitance à une société spécialisée a résolu bon nombre de nos problèmes. Parmi ces services, citons l'information du public, les réservations, l'éducation environnementale, la vente de visites et de merchandising, et la gestion des événements du parc. 50 nouveaux guides ont ainsi été formés et ont pu ouvrir de nouveaux centres d'accueil capables de proposer aux touristes des calendriers plus vastes et plus flexibles.

Nous avons pu protéger des habitats menacés, trouvant le meilleur compromis entre exploitation et respect.

Regarder vers l'avenir

À l'avenir, la gestion de la mer est amenée à devenir l'enjeu le plus important. Même s'il est impossible d'envisager un espace protégé marin pour l'archipel toscan, nous continuons de nous efforcer d'améliorer la gestion et l'exploitation de nos mers. Nous prendrons part active dans la création d'un nouveau zonage maritime sur l'île de Capraia afin de trouver une approche plus durable des flux touristiques.





Limitation de l'impact en récompensant les visiteurs

Parc forestier de Monsanto

Le parc forestier de Monsanto est une forêt née de l'initiative du Conseil de Lisbonne en 1934. D'une superficie d'env. 1 000 ha, il abrite une flore très variée, dominée par les chênes communs (chênes portugais, chênes verts, chênes-lièges et chênes anglais), les pins parasols, les cyprès, les oliviers sauvages et les caroubiers. Il accueille plusieurs équipements sportifs, des terrains de jeu, un centre d'interprétation, quelques restaurants et de nombreux sentiers.

Même s'il s'agit d'un parc périurbain, nombreux sont ceux qui le considèrent comme un parc urbain. Non pas que son concept ait connu le moindre changement, mais simplement parce qu'il a peu à peu été englouti par la ville en pleine expansion et par ses banlieues satellites.

Ce statut s'accompagne d'avantages, mais également d'inconvénients :

1. Facilité d'accès (il est très proche du cœur de la ville)
2. Facilité de traversée (il constitue une alternative aux itinéraires principaux, en particulier aux heures de pointe)
3. Facilité de visite (nombreuses possibilités d'accès pour les visiteurs venant du centre ville, des environs ou même de plus loin (voire de l'étranger))
4. Nombreux points d'intérêt (équipements pour les activités de loisirs et les sports d'extérieur, nature sauvage, interprétation de la nature, éducation environnementale, etc.)
5. Impossibilité d'en contrôler l'accès (entrées trop nombreuses, de différentes tailles [allant de l'autoroute à la piste de trekking], certaines ne présentant même pas de définition particulière)
6. Grand nombre de visiteurs qui « ouvrent » de nouveaux sentiers spontanés au cœur de la forêt (sans contrôle)
7. Multiplication des conflits entre visiteurs, en particulier aux points de rencontre.

Fernando Louro Alves

est conseiller senior en ingénierie forestière au Conseil municipal de Lisbonne, au service du département de gestion du parc forestier de Monsanto, issu du Département des espaces verts. Outre son diplôme en ingénierie forestière avec spécialisation dans la gestion des ressources naturelles, Fernando Louro Alves possède une formation en architecture paysagère et un Master en planification régionale et urbaine.



Ce dernier point pose une question importante : **le parc doit-il être à la disposition de tous, même des visiteurs qui empêchent les autres d'en profiter ?**

Pour le parc, la priorité consiste à assurer une meilleure entente entre les visiteurs et à limiter les sources de conflit. Pour ce faire, l'idée est de

faciliter et d'améliorer l'accès pour les visiteurs qui n'exercent aucun impact négatif, tout en dressant des obstacles devant ceux ayant le plus d'impact.

Amélioration de la mobilité douce

Au moyen du financement participatif, un groupe de citoyens a proposé d'améliorer la mobilité au sein du parc. Sur la base de cette initiative, nous avons décidé de mettre en œuvre un ensemble de mesures de mobilité douce visant à plus grande échelle à **augmenter le nombre de visiteurs respectueux du parc.**

Cette intervention est multidimensionnelle :



Amélioration de la mobilité douce

1. Établissement d'une promenade (itinéraire de distribution circulaire) à l'intérieur du parc, à parcourir de préférence en transports publics (énergie verte).
2. Établissement d'un sentier pour les joggeurs.
3. Établissement de 6 nouvelles pistes de trekking thématiques, dont une adaptée tout spécialement aux personnes à mobilité réduite. Les pistes permettent aussi l'exploration pédagogique des divers trésors géologiques, botaniques, biologiques du parc.
4. Amélioration de la qualité/du confort/de la sécurité de toutes les pistes et de tous les chemins de randonnée.
5. Élimination des points d'achoppement entre circulation routière et mobilité douce, notamment en créant des passages accidentés et en évitant les croisements.
6. Uniformisation de la signalisation à l'intérieur du parc, permettant aux visiteurs d'avoir pleinement conscience qu'ils se trouvent à l'intérieur d'un parc.

Diminution du nombre de visiteurs exerçant un fort impact

1. Il s'agit de redessiner le profil des routes, en particulier aux endroits où les conducteurs ont tendance à dépasser les limites de vitesse légales en installant des ralentisseurs, des bandes sonores ou en rétrécissant le passage afin de réduire la circulation à travers le parc.
2. Les adeptes de la mobilité douce sont ainsi davantage en sécurité, de même que les êtres vivants qui peuplent le parc et se font généralement écraser : principalement, les hérissons européens, les écureuils et les hiboux.
7. Amélioration et confinement de certaines zones de stationnement : il s'agit d'offrir de meilleures conditions à ceux qui arrivent premiers et « gênent » ensuite les autres « en raison d'une pénurie de stationnement ». Ainsi, les limites de capacité de chaque équipement seront respectées.
8. Renaturalisation des pistes créées par les visiteurs afin de garantir une plus grande tranquillité dans certains espaces et ainsi de contre-balancer la forte concentration de visiteurs dans les équipements du parc.



EUROPARC

Tourisme Durable dans
les Espaces Protégés

Bon pour les Parcs
Bon pour les Hommes

Le tourisme durable dans les espaces protégés européens apporte une expérience enrichissante de qualité, préserve les valeurs naturelles et culturelles, soutient les moyens de subsistance locaux, la qualité de vie et est viable au plan économique.

europarc.org/sustainable-tourism

Tourisme durable Positif pour les parcs, positif pour les populations



Depuis plus de deux décennies, EUROPARC soutient les espaces protégés en tant que catalyseurs essentiels pour le tourisme durable dans leurs régions. Grâce à la méthodologie édictée par la **Charte Européenne du Tourisme Durable dans les Espaces Protégés** (ECSTPA), les parcs établissent des partenariats étroits avec les entreprises et la communauté. Ce processus participatif a donné naissance à une vision, une stratégie et un plan d'action communs pour la région, qui profitent aussi bien à la nature, qu'à la population et à l'économie locale.

« La Charte a permis à toutes les parties prenantes de considérer la région comme une page blanche sur laquelle nous écrivons un livre tous ensemble et dont chaque chapitre est essentiel à l'histoire que nous comptons ».

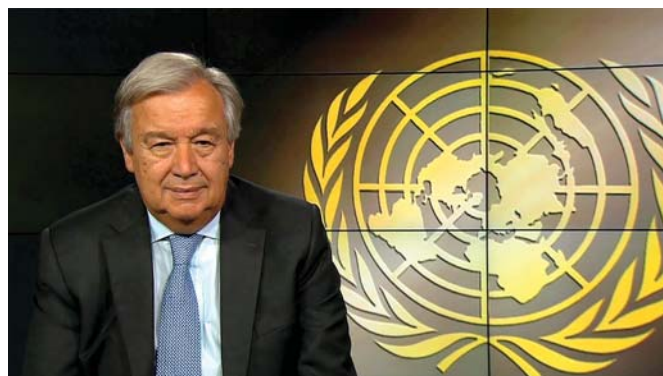
Parc national de Kemer, Lettonie

Les centaines de parcs en Europe qui ont adopté la méthodologie édictée par la Charte contribuent au développement économique sur la base d'un engagement partagé vis-à-vis du développement durable. En 2017, dans une vidéo de bienvenue à la conférence EUROPARC, le Secrétaire général des Nations Unies (NU) António Guterres déclarait :

<https://youtu.be/xnwwOakU7Kk>



Tout au long de cette année justement désignée par les Nations Unies comme étant l'Année internationale du tourisme durable pour le développement, EUROPARC a organisé toute une série de *webinaires* et lancé la nouvelle identité graphique de la Charte.



« La Charte Européenne du Tourisme Durable dans les Espaces Protégés constitue pour les espaces protégés un outil essentiel qui leur permet de mettre en œuvre les objectifs de développement durable des Nations unies et d'œuvrer pour le bien des générations actuelles et futures ».

Spécial : De nouvelles voix, de nouvelles visions, de nouvelles valeurs

Spiritualité écologique

Par Monseigneur Francisco Froján Madero

Le 24 mai 2015, le pape François a surpris le monde en publiant la lettre encyclique **Laudato si, Sur la sauvegarde de la maison commune**. En bon père, il s'adresse non seulement aux croyants, mais aussi à « l'ensemble du genre humain » (n.13), à tous les hommes et femmes qui, même s'ils ne se reconnaissent dans aucune tradition religieuse, souhaitent parler de leur engagement à défendre la dignité de l'homme et à protéger la création (n.3).

Laudato Si ; Sur la sauvegarde de la maison commune

La force du Laudato repose dans l'innovation du pape François et dans la force, la modernité et la pertinence de son message, ainsi que dans l'aspect très concret de ses propositions. Il a accompli un chef d'œuvre qui représente le **sens de sauvegarde de la maison commune de l'Église et vise à ouvrir les yeux de l'humanité sur un problème qui affecte profondément tout un chacun**.

Il existe un ordre dans l'univers et celui-ci doit être respecté. Les êtres humains ont la responsabilité éthique de cultiver, de préserver, d'améliorer et de transmettre ce magnifique trésor qu'est le jardin mondial. **Il s'agit d'une tâche qui implique une « conversion écologique » mondiale** (Jean-Paul II, Catéchèse, 17/01/2001). Les détériorations écologiques, déformations et destructions de la création constituent un crime à l'encontre de nous-mêmes et un péché envers Dieu (n.8).



Avant la nature, nous sommes soumis aux lois non seulement biologiques mais également morales. Les transgressions ne bénéficient jamais d'impunité. Les exemples ne manquent pas.

« Dieu pardonne toujours, l'homme parfois, la nature jamais. »

À présent, nous avons besoin de **changer de style de vie, de manière de produire et de consommer (N. 23), nous avons besoin d'une nouvelle manière de penser et d'agir, tant individuellement que socialement, d'une nouvelle spiritualité écologique.** Cela implique « de nous pencher sur nos vies et de reconnaître la manière dont nous avons offensé la création » (n.288).

Environnement, exclusion sociale et périphéries existentielles

L'héritage naturel est « un prêt que chaque génération reçoit et doit transmettre à la génération suivante » (n.159). Conférence épiscopale portugaise, lettre pastorale sur la solidarité et la responsabilité pour le bien commun, 15/09/2003, 20). Un devoir inéluctable de justice entre les générations (n. 159; 162).

« La dégradation écologique actuelle et la destruction de la biodiversité sont causées par la soif de profit et de puissance et la gestion irresponsable de l'économie mondiale »,

souligne le pape François. Cette économie n'est pas compatible avec une écologie à visage humain dans laquelle les populations socialement exclues (cf. n.46), et en fin de compte les plus pauvres, constituent la plus grande partie de la planète (n. 49).

Au-delà de tous les aspects de cette « culture » se situe le scandale (et le triste spectacle) du gaspillage alimentaire dans notre société où règnent l'oppression et l'insatisfaction. Pour satisfaire tous les besoins de la société postmoderne, matérialiste et ultraindustrialisée, de vastes étendues de forêts doivent être coupées pour établir des terres agricoles.

Cette déforestation agressive (sans oublier la dévastation causée par les incendies de forêts et leurs conséquences, comme le Portugal en a fait la douloureuse expérience l'an dernier) s'accompagne d'une perte au niveau des forêts et des espèces qui auraient pu constituer des ressources extrêmement importantes à l'avenir, non seulement au niveau des denrées alimentaires, mais également du traitement des maladies et toute une série d'autres services (n. 32).

Dans une certaine mesure, la fiction narrée dans les aventures du célèbre Astérix, dans l'ouvrage « **Astérix : Le Domaine des dieux** » (1971) a fini par se réaliser : « *Rasons la forêt pour donner naissance à un magnifique parc naturel* », écrit ironiquement le pape François, « remplaçons ainsi une beauté inconcevable et irréversible par une autre dont nous sommes l'auteur » (n. 34).

Actuellement, le discours vert ou l'approche écologique ne peut pas ignorer la question sociale étant donné que les sanglots de la terre sont devenus les sanglots des pauvres (cf. n.49).



Monsignor Francisco Froján Madero

diplômé en biologie et éducation religieuse, docteur en théologie. Depuis 2000, Francisco vit au Vatican et travaille au secrétariat d'état chargé des relations extérieures. Sa passion pour la nature l'a poussé à établir une relation étroite avec les sujets environnementaux, jouant un rôle actif dans le rapprochement des valeurs spirituelles et de la protection de la nature.

Les plaintes de la Terre viennent rejoindre celles des marginalisés (cf. n.53). Finalement : « **La maison commune de tous les hommes doit continuer à croître en s'appuyant sur une parfaite compréhension de la fraternité universelle** » (Pape François, lors de son discours au sein du siège des Nations unies, 25 septembre, 20).



Marina Silva

ancienne ministre de l'environnement du Brésil, de 2003 à 2008. Pendant son mandat, Mme Silva a accordé 25 millions d'hectares à de nouveaux parcs nationaux, mettant à contribution plus de 12 millions de jeunes dans des actions environnementales organisées partout dans le pays.

Un idéal pour le changement

Par Marina Silva

Partout dans le monde, on perçoit les signes d'une crise politique. Or, les « maîtres du monde », y compris les leaders autoritaires et/ou populistes, **semblent plus enclins à profiter de la crise, plutôt qu'à la résoudre**. Les sociétés des grands pays recherchent actuellement des issues, mais semblent hésiter quant à la manière d'aborder les changements et risquant de se laisser séduire par l'inaction. La désorientation règne.

Il s'agit là uniquement de l'aspect le plus visible et le plus remarqué de la situation, de la partie émergée de l'iceberg. En réalité, la crise est beaucoup plus profonde et ne se limite pas aux conflits politiques et sociaux, ni à la crise financière qui balaie les économies nationales de tous les continents, plongeant un nombre incalculable de personnes dans l'enfer du chômage. L'évolution rapide du réchauffement climatique et ses conséquences désastreuses sur la planète sont extrêmement graves.

Sur fond de conflits politiques et sociaux, on assiste à une crise des valeurs qui se caractérise par la perte du sens et la disparition progressive de la solidarité humaine.

Ces crises (politique, sociale, économique, environnementale et des valeurs) sont simultanées étant donné qu'elles sont systémiques. **Elles forment ce que j'appelle une crise de civilisation**. L'avenir de la civilisation humaine est en jeu. Pour la première fois de l'histoire, nous sommes confrontés au risque de disparition imminente des conditions essentielles à la vie sur notre planète.

Plus grave encore : conséquence ultime, on assiste à un changement de la mentalité humaine et des idéaux identitaires qui avaient toujours motivé les efforts déployés par l'homme.

En quatre siècles, nous sommes passés du culte de l'être à celui de l'avoir. La consommation est devenue un symbole de succès et de réussite.

Lorsque le succès est un échec

Comment en sommes-nous arrivés à de telles extrémités ? Paradoxalement, la situation actuelle n'a pas été causée par des échecs, des pénuries ou des faiblesses, mais plutôt par nos succès, nos excès et les contraintes que nous imposons à notre planète. Nos technologies nous ont permis de connaître le succès en matière de production de denrées alimentaires, de traitement des maladies, de recyclage et de gestion des déchets et surtout de génération et d'exploitation efficaces de l'énergie.

Grâce à ces technologies, nous avons connu un essor rapide : actuellement, la population mondiale s'élève à 7 milliards de personnes et devrait atteindre 9 milliards en 2050. **Nous avons répété et répété les formules qui ont fait notre succès jusqu'à l'exagération**. Nous avons étendu le système débuté voilà près de 450 ans avec l'apparition du mercantilisme, **et appliqué son modèle de production et de consommation qui ne tient pas compte des capacités de soutien des écosystèmes**. Dans le même temps, nous contaminons l'atmosphère avec des gaz qui entraînent une hausse des températures, détruisent les forêts, les paysages, la biodiversité, les sols fertiles et ressources hydriques à un niveau inimaginable.

Spécial :

De nouvelles voix, de nouvelles visions, de nouvelles valeurs

Avoir ou ne pas avoir ?

Nous ne cherchons plus à être immortels comme les Égyptiens, sages et libres comme les Grecs, ni prestigieux et forts comme les Romains. Nous ne cherchons plus à être des saints ou des chevaliers, comme les Européens du Moyen-âge. **Désormais, nous voulons avoir et posséder.**

Le sens de la vie s'est inversé : autrefois, **c'est en se montrant vertueux que l'on pouvait obtenir des possessions de valeur ; désormais, les possessions de valeur peuvent nous permettre de devenir une personne respectable, admirable et vertueuse.**

Vous pouvons « être » une multitude de personnes sans appauvrir la planète. En revanche, pour « posséder » davantage, nous nous heurtons aux limites naturelles. En quatre siècles, nous avons franchi ces limites et remporté notre combat contre les restrictions imposées par la nature... Ce faisant, nous avons détruit la source même de notre vie. Nous avons fait notre propre malheur.

Comment surmonter cette crise de civilisation ?

D'après moi, nous n'y parviendrons que si, au sein du système de la crise, un nombre important de personnes déchaînent une pression entraînant une rupture identitaire. Le changement du monde ne se présentera ni comme une transition planifiée sur le long terme et de manière raisonnée, ni sous la forme d'une rupture soudaine et violente. Le vieux dilemme qui opposait la réforme à la révolution n'est plus.

Le changement peut provenir d'un type de mutation alternative. Il s'agit de faire changer les mentalités, les valeurs, le sens et les idéaux. Et par voie de conséquence, le changement touche aussi nos manières de produire, de consommer, d'interagir entre humains et avec d'autres formes de vie.

La consommation excessive n'a pas sa place dans ce monde. La planète ne peut pas subvenir à notre désir insatiable de posséder, mais elle constitue l'environnement idéal pour que nous poursuivions notre quête infinie d'identité : devenir les meilleurs artistes, poètes, écrivains, cuisiniers, éducateurs, médecins, personnes.

Il est nécessaire d'ajouter aux grands idéaux de la Révolution française d'égalité, de liberté et de fraternité, l'impératif éthique de durabilité.



EUROPARC

Conference 2018

Cairngorms National Park Scotland



“Je suis ravi de vous inviter pour l'Europarc Conférence 2018 au cœur du parc national Cairngorms, le Plus grand parc au Royaume-Uni.

Nous avons prévu un programme fantastique avec des intervenants, ateliers et visites. Notre objectif est que vous partiez avec des **idées inspirées par la nouvelle génération** que vous pourrez reprendre et utiliser dans vos propres parcs et zones protégés.

Un chaleureux accueil écossais vous attends en septembre - j'espère vous rencontrer là-bas.”

*Grant Moir, directeur général
Parc National Cairngorms*

**Parcs Européens -
Inspirées par la
nouvelle génération**

18-21 Septembre 2018

europarc.org/europarc-conferences

www.europarc.org

